La crise au Burundi en quatre questions

@rib News, 18/12/2015 - Source AFP Le Burundi, petit pays d'Afrique des Grands lacs Ã l'histoire marquÃ©e par des massacres interethniques et une guerre civile meurtriÃ¨re, s'enfonce depuis huit mois dans une crise politique majeure, dont l'aggravation ces derniÃ¨res semaines fait peser le risque d'un gÃ©nocide selon la communautÃ© internationale. 1. QU'EST-CE QUI A DECLENCHE LA CRISE ?

Le 25 avril, le prÃ©sident Pierre Nkurunziza, au pouvoir depuis 2005, officialise sa candidature Ã un troisiÃ¨me mandat, jugÃ© anticonstitutionnel par la sociÃ©tÃ© civile, l'opposition, l'Eglise catholique et une partie mÃªme de son camp. La crise couvait dÃ©jÃ depuis plusieurs mois et l'annonce de cette candidature dÃ©clenche des manifestations, interdites par les autoritÃ©s. Le pouvoir parvient Ã les Ã©touffer mi-juin au prix d'une rÃ©pression sanglante dont le bilan est estimÃ© Ã 80 mor Mi-mai, la crise prend une nouvelle dimension avec une tentative de coup d'Etat militaire rapidement maÃ®trisÃ©e. Une partie des gÃ©nÃ©raux putschistes parvient Ã se rÃ©fugier Ã l'Ã©tranger, d'oÃ¹ ils appellent Ã "sauver et libÃ©rer le pays". L prÃ©sident Nkurunziza est rÃ©Ã©lu en juillet Ã l'issue d'un scrutin boycottÃ© par l'opposition. La crise continue d'empirer avec des accrochages nocturnes entre forces de l'ordre et opposants dans les quartiers contestataires de Bujumbura oÃ¹ les armes pullulent. Le 11 dÃ©cembre, trois camps militaires Ã Bujumbura et en province sont pris d'assaut par des assaillants finalement repoussÃ©s, les affrontements les plus intenses depuis le coup d'Etat avortÃ©. Au moins 400 personnes ont Ã©tÃ© tuÃ©es depuis fin avril, selon l'ONU, qui considÃ¨re que le bilan pourrait mÃªme Ãªtre "considÃ©rablement plus Ã©levÃ©". 2. QUELS ENJEUX POUR LE BURUNDI ? Pour ses opposants, le nouveau mandat de M. Nkurunziza viole la Constitution et l'Accord d'Arusha, qui avait permis la fin de la guerre civile (1993-2006) et apportÃ© 10 ans de paix au Burundi, aprÃ¨s des dÃ©cennies de massacres entre Hutu et Tutsi. M. Nkurunziza Ã©tait Ã la tÃªte d'une des rÃ©bellions hutu, l'ethnie majoritaire (environ 85% de la population), opposÃ©es Ã l'armÃ©e dominÃ©e alors par la minoritÃ© tutsi (environ 15%) pendar la guerre civile burundaise qui fit 300.000 morts. En faisant fi de l'Accord d'Arusha selon ses opposants, le prÃ©sident met en pÃ©ril Ã terme le savant Ã©quilibre ethnique que le texte consacre au sein du pouvoir et des institutions, et qui constitue le socle dÃ©mocratique au Burundi. 3. UN RISQUE DE GENOCIDE ? La communautÃ© internationale, traumatisÃ©e par son Ã©chec Ã prÃ©venir le gÃ©nocide de 1994 au Rwanda (800.000 morts selon l'ONU, dans leur trÃ¨s grande majoritÃ© tutsi multiplie les appels pour empÃªcher un gÃ©nocide au Burundi, Nations unies et Union africaine (UA) en tÃªte. Si la sociÃ©tÃ© civile, en pointe dans l'animation de la contestation contre le troisiÃ¨me mandat, est dominÃ©e par des Tutsi, la crise actuelle est Ã l'origine politique et le front anti-Nkurunziza transcende largement les lignes ethniques. Des cadres influents du parti au pouvoir, le CNDD-FDD, opposÃ©s au troisiÃ¨me mandat, ont fui Ã l'Ã©tranger et le chef du coup d'Etat manquÃ© de mai est le gÃ©nÃ©ral Godefroid Nyombare, ancien compagnon d'arme du prÃ©sident Nkurunziza au sein de la rÃ©bellion hutu et ex-chef d'Ã©tat-major. Mais ces derniers mois, les discours se sont "ethnicisÃ©s" et la rhÃ©torique employÃ© par des cadres du parti au pouvoir en public ou sur les rÃ©seaux sociaux fait penser, pour de nombreux observateurs, Ã celle entendue au Rwanda avant le gÃ©nocide de 1994. Les projets Ã l'Ã©tude de l'ONU et de l'UA d'envoyer des soldats de maintien de la paix au Burundi ne sont pas Ã©trangers Ã ce dangereux glissement de la crise sur des lignes ethniques. 4. UN RISQUE DE DESTABILISATION DE LA REGION ? Un gÃ©nocide, deux guerres rÃ©gionales (1996-1997 et 1998-2003) qui ont impliquÃ© jusqu'Ã sept pays africains sur le sol congolais: la rÃ©gion des Grands lacs est l'une des plus instables du continent africain. La crise actuelle a dÃ©jÃ envenimÃ© les relations entre le Burundi et le Rwanda: Bujumbura accuse de plus en plus ouvertement son voisin d'alimenter la crise, ce que Kigali dÃ©ment catÃ©goriquement. En tout Ã©tat de cause, il est difficile d'imaginer que le rÃ©gime du prÃ©sident rwandais Paul Kagame, qui se pose en protecteur des Tutsi de la rÃ©gion, resterait inactif en cas de violences Ã grande Ã©chelle au Burundi. A l'est, le Burundi est Ã©galement frontalier de la RÃ©publique dÃ©mocratique du Congo, toujours en proie aux violences d'une myriade de groupes armÃ©s. La crise a dÃ©jÃ fait sentir ses premiers effets sur les pays voisins du Burundi, oÃ¹ quelque 200.000 Burundais ont trouvÃ© refuge.